



EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 4 021 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le territoire des terres publiques de Saint-Mathieu-du-Parc fut développé à partir de 1996 sur 127 km² comme étant un projet de forêt habitée au bénéfice de la communauté et que les coupes forestières auront un impact sur sa biodiversité et son potentiel de développement récréotouristique;

CONSIDÉRANT QUE ce territoire est fréquenté par 40 000 visiteurs annuels, contribuant au maintien de leur santé physique et psychologique;

CONSIDÉRANT QUE ce territoire possède un réseau de sentiers (vélo et pédestre), des parois d'escalade, des belvédères et un amphithéâtre ayant nécessité d'importants investissements humains et financiers;

CONSIDÉRANT QUE la protection de ce territoire permet le maintien d'importants services écologiques, qu'il comprend, par ses milieux humides et sa forêt mature, des habitats fauniques de qualité pour l'espèce menacée de la tortue des bois ainsi que plusieurs autres espèces à statut précaire (tortue serpentine, loups de l'Est, une dizaine d'espèces d'oiseaux menacées);

CONSIDÉRANT QUE le secteur visé représente une zone tampon entre le Parc national de la Mauricie et les zones habitées;


CONSIDÉRANT QUE plusieurs autres territoires pourraient être identifiés pour permettre aux compagnies forestières d'exercer leurs droits de coupes;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec s'est engagé à protéger 30 % de son territoire d'ici 2030 et que la Mauricie n'en est présentement qu'à 3,84 %;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés demandons au gouvernement du Québec d'appliquer immédiatement un moratoire concernant les coupes forestières sur les terres publiques de Saint-Mathieu-du-Parc et d'appuyer la mise en place d'une aire protégée de catégorie 4 sur ce territoire.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.



Simon Allaire, député de Maskinongé



Date de signature de l'extrait